

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE — N° 165

28 janv.-10 février 1974

LE NUMERO : 0,80 F

IL Y A 50 ANS MOURAIT LÉNINE

Ce que Lénine symbolise à jamais, ce n'est pas la pratique improvisée de l'opportunisme, mais l'unité inébranlable de la force et de la théorie de la révolution

En ce cinquantième anniversaire de la mort de Lénine, le troupeau des opportunistes, dirigé par ses maîtres en idéologie, exalte une fois de plus le « rénovateur » du marxisme, le « modernisateur » de cette théorie que nous autres « talmudistes » proclamons invariante, le génie qui ne se laisse pas paralyser par des doctrines « moisiées » et, parallèlement, le maître en souplesse tactique, le manœuvrier sans scrupules pour qui « tous les moyens sont bons », le prophète des « nouvelles voies » imprévisibles (mais toutes... démocratiques et nationales) au socialisme. Bref, ils dansent une fois de plus leur danse macabre autour de l'« icône rendue inoffensive ».

En 1924, dans le discours commémoratif Lénine sur le chemin de la révolution, notre courant avait répondu par avance à cette répugnante cacophonie. Nous célébrons, avec deux passages de ce discours, le souvenir de Lénine, artisan impérisable de l'Octobre Rouge et de la dictature communiste.

Lénine, restaurateur de l'intégralité de la doctrine

Dans son œuvre théorique, Lénine se présente comme le défenseur de l'indivisibilité de la doctrine marxiste. S'il repousse toute tentative d'en séparer les parties constitutives, ce n'est pas par dogmatisme fanatique (personne ne mérite moins que lui cette accusation), mais en fondant ses démonstrations sur l'examen d'une énorme quantité de faits et d'expériences, qui lui fournissaient sa culture exceptionnelle de théoricien et de militant, et que son génie éclairait de façon incomparable. C'est à la manière de Lénine que nous devons considérer tous ceux qui isolent arbitrairement une « partie » du marxisme pour en disposer à leur gré : que ce soient (comme il y a quelques décades, non seulement en Russie, mais aussi en Italie, autre pays de capitalisme arriéré) des économistes bourgeois qui trouvent commode la méthode du matérialisme historique ; que ce soient des intellectuels attachés aux écoles philosophiques du néo-idéalisme et prétendant concilier celles-ci avec les thèses sociales et politiques du communisme ; que ce soient enfin des

camarades qui écrivent des livres entiers pour affirmer leur accord avec la partie « historico-politique » du marxisme, mais déclarent caduque toute sa partie économique, c'est-à-dire les doctrines qui sont précisément à la base de l'interprétation marxiste du capitalisme. A diverses reprises, Lénine a analysé et critiqué des attitudes analogues et, appliquant brillamment le marxisme, il a montré que leur véritable origine était étrangère et opposée au vrai processus de l'émancipation prolétarienne ; de façon non moins brillante, il a prévu leurs dangereux développements opportunistes, aboutissant d'une manière plus ou moins directe, et évidemment à quelques exceptions près, au passage à l'ennemi. Sur les traces de Lénine, nous devons répondre à ces gens qui « daignent » accepter nos opinions sous bénéfice d'inventaire, en établissant des distinctions arbitraires inventées de toute pièce, qu'ils feraient mieux de s'épargner la peine d'accepter le « reste » du marxisme, car la puissance de celui-ci est précisément de constituer une perspec-

tive d'ensemble de tout le reflet des problèmes du monde naturel et humain, des faits à la fois politiques, sociaux et économiques, dans la conscience d'une classe révolutionnaire.

C'est dans la partie « politique » du marxisme que l'œuvre de restauration de Lénine est la plus grandiose, ou du moins la plus universellement connue. Nous désignons par là la théorie de l'Etat, du parti, du processus révolutionnaire, étant bien entendu que cette partie — qu'il faudrait d'ailleurs mieux appeler « programmatique » — embrasse également tout le processus « économique », qui s'ouvre avec la victoire révolutionnaire du prolétariat. Ici, l'éclatante démolition des équivoques, des mensonges, des mesquineries et des préjugés opportunistes, révisionnistes, petits-bourgeois, anarcho-syndicalistes, est plus passionnante, plus significative encore.

(Suite page 6.)

COURS CHAOTIQUE DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL

Il a suffi que la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande — le régulateur harmonieux et invisible de tout l'édifice capitaliste selon les économistes bourgeois — se retourne contre les grands consommateurs de pétrole en faisant brusquement monter les prix, pour qu'un équilibre économique mondial déjà sérieusement miné se transforme en un sauve-qui-peut quasi-général.

Il y a deux ans, les concurrents du Japon s'efforçaient par tous les moyens de freiner les énormes excédents commerciaux de cet impérialisme reconstitué, qui utilisait ses réserves de devises pour exporter des capitaux à tour de bras. Aujourd'hui le Japon, meurtri par les coups de masse monétaires infligés par l'impérialisme américain, asphyxié par le rationnement et la hausse des prix du pétrole, révisé tous ses plans à la baisse, prévoit un déficit commercial, et se demande comment trouver à l'avenir les devises nécessaires pour payer tout le pétrole dont il aura besoin.

Il y a un an, l'économie du Royaume-Uni connaissait un boom économique sans précédent depuis la seconde guerre impérialiste et équilibrait ses paiements extérieurs. Aujourd'hui l'industrie travaille à mi-temps, les déficits s'accumulent et le vieil impérialisme britannique recommence à s'enfoncer tout doucement.

Il y a un an l'économie allemande était également à son apogée, tandis que le capital français accumulait à un rythme confortable. Aujourd'hui le gouvernement

« socialiste » de Brandt applique un plan anti-inflation draconien et renvoie chez eux des milliers de travailleurs immigrés ; la bourgeoisie française se dépêche de dévaluer « habilement » sa monnaie avant les autres pour gagner un avantage sur le marché mondial et voler des marchés aux concurrents avant que la situation n'empire.

Il y a deux ans, les énormes déficits des paiements américains faisaient fuir tous les capitalistes devant le dollar ; il y a encore six mois, celui-ci était au plus bas sur les marchés des changes. Grâce aux manipulations monétaires imposées par Washington à ses concurrents, grâce à un cycle économique en phase montante, grâce surtout à une habile utilisation des revendications des Etats producteurs de pétrole, le géant yankee a fait basculer la situation en sa faveur : ses exportations ont fait un bond, sa balance commerciale est de nouveau excédentaire, les capitaux affluent à New-York et le dollar est en flèche sur les marchés monétaires. De nouveau, l'impérialisme américain semble triompher.

Pour combien de temps ? Le temps qu'il faudra à ses concurrents pour renverser à nouveau la situation en leur faveur. Comment ? En augmentant leurs exportations, comme l'expliquait récemment le porte-parole du patronat français Ceyrac, c'est-à-dire en investissant et en pressurant la classe ouvrière pour augmenter la productivité du travail et la compétitivité des exportations sur le marché mondial ;

(Suite page 2.)

CHILI : LES « LEÇONS » DU MIR

Les récentes déclarations des porte-parole du M.I.R., dont celles du secrétaire général Miguel Enriquez, n'ont fait que souligner la position caractéristique qui était celle de cette organisation pendant la période du gouvernement d'Allende. On sait que le M.I.R. (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), organisation jeune et aux contours incertains, aux orientations hétérogènes, entre le castrisme et le nétrotskysme genre Secrétariat Unifié, mais avec de larges zones politiquement indéfinies, se tenait en dehors de la coalition gouvernementale tout en appuyant de l'extérieur l'Unité Populaire. En dépit de son expérience assez grande de la lutte clandestine, des actions du type guérilla, des expropriations et autres, le M.I.R. avait pendant cette période, de l'aveu même des porte-parole de sa direction, « un bas niveau d'organisation militaire », et son travail dans les masses, en particulier agricoles, était sporadique et limité. En fait, le M.I.R. a représenté l'aile gauche, non officielle, d'une coalition condamnée au départ par son refus de recourir à des moyens radicaux et à la mobilisation des masses, même pour les tâches de transformation économique et sociale de type démocratique bourgeois. Dans ce sens le rappel par Enriquez de la célèbre devise de Saint-Just : « ceux qui ne font la révolution qu'à moitié creu-

sent leur propre tombe » est grotesque. Au Chili, ni l'Union Populaire, ni ceux qui la soutenaient de façon « critique » et de « l'extérieur » n'ont été en mesure d'avancer quelque orientation révolutionnaire que ce soit. Mais ce qui est pire, c'est qu'après l'expérience catastrophique de l'Unité Populaire, le M.I.R., qui était sans aucun doute la force la plus « avancée » de cette coalition, continue à proposer ce schéma, le seul changement étant qu'on ne met même plus l'accent sur des « réalisations sociales et économiques » démagogiques mais sur une « défense » illusoire, une défense dont on ne sait pas bien si elle concerne les masses de la démocratie rayée de la scène chilienne par le « Blitzkrieg » des militaires, le « Blitzkrieg » dont tout le monde était conscient, à commencer par Allende, et qu'on n'avait ni voulu ni pu prévenir de la seule façon possible, c'est-à-dire en organisant militairement les avant-gardes révolutionnaires prolétariennes (et non seulement prolétariennes dans un pays où le problème-clé restait celui de la réforme agraire). Mais ceci était impossible du fait même que l'Union Populaire s'était constituée à l'intérieur de la légalité, c'est-à-dire de l'Etat qui contenait en son sein les forces de la dictature réactionnaire ouverte, et qu'elle avait pactisé systématiquement avec ces forces. Il est

vrai qu'un dirigeant du M.I.R. a déclaré : « Le réformisme n'est pas mort, il peut renaître. Ceci est une grande leçon, une leçon dramatique pour tout le prolétariat chilien. Au Chili ce n'est pas le socialisme qui a été battu, c'est la façon dont la gauche a utilisé le pouvoir. La véritable défaite, c'est la façon dont l'Unité Populaire envisageait d'utiliser le gouvernement, et nous voyons tous quel est le prix de cette défaite pour le prolétariat chilien. Ce n'est pas en recherchant constamment un terrain d'entente avec la bourgeoisie que l'on construit le socialisme, mais seulement en organisant le prolétariat pour la révolution. Le gouvernement n'a pas servi à renforcer les instruments de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Ceci est une grande expérience pour le prolétariat et le peuple chilien. » En fait, cette « autocritique » n'est qu'apparente parce que, selon Enriquez, il aurait fallu, contrairement à ce qu'a fait Allende, utiliser le gouvernement « en tant qu'instrument des luttes des travailleurs », grâce à l'institutionnalisation des « organes de pouvoir » des travailleurs, la perspective actuelle étant, bien entendu, le développement de la « résistance populaire contre la dictature fasciste », sans « mettre l'accent sur les anciennes divergences

(Suite page 2.)

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 1^{er} février 1974 à 20 h 45

Salle Lancry, 10, rue de Lancry, PARIS (10^e)
(Métro : République)

LENINE, DEFENSEUR
DE L'INTRANSIGEANCE MARXISTE

CHILI : LES « LEÇONS » DU MIR

(Suite de la page 1)

à l'intérieur de la gauche ». Toutes proportions gardées, cette position présente une analogie indéniable avec celle du P.O.U.M. espagnol. Dans les deux cas, en effet, on croit à la possibilité que l'Union Populaire, alors qu'elle est prisonnière de l'Etat, puisse réaliser des tâches qui ne sont pas possibles sans une rupture révolutionnaire, ce qui suppose une organisation indépendante des masses ouvrières. Cette analogie apparaît clairement à travers cette critique de Trotsky au POUM : « Les chefs du POUM exhortent en pleurnichant le gouvernement à prendre le chemin de la révolution [...] Ils demandent respectueusement aux chefs anarchistes de comprendre enfin la conception marxiste de l'Etat [...] Ils se considèrent comme des conseillers « révolutionnaires » des chefs du Front populaire. Il faut montrer aux ouvriers anarcho-syndicalistes la trahison de ces messieurs qui se disent anarchistes et qui sont tout simplement des libéraux. Il faut dénoncer le stalinisme comme le pire agent de la bourgeoisie. »

Il n'est pas difficile de voir dans la déclaration d'Enriquez la répétition amplifiée de la position prise par le M.I.R. au cours de son « expérience » para-gouvernementale. En effet, celui-ci croyait, en particulier, pouvoir influencer de façon sensible des forces qui ont montré on ne peut plus clairement qu'elles préféraient le statu quo impérialiste et réactionnaire à la défense la plus élémentaire des masses laborieuses (en avançant un prétexte classique, que l'on invoque régulièrement dans ces cas-là, à savoir que la défense des masses aurait provoqué... l'offensive adverse). Il est donc tout à fait évident que la « résistance » (organisée comment ?) que préconise le M.I.R.

s'insère elle aussi dans un cadre qui n'est pas seulement celui de la solution bourgeoise, mais surtout celui de la solution bourgeoise impuissante. Une fois de plus, les éléments prétendument radicaux de la gauche partisane de la guérilla ont — pour reprendre la formule de Trotsky — lié les groupes d'avant-garde des masses laborieuses à l'ombre de la bourgeoisie. Cela s'est déjà produit, après le renversement du gouvernement Torres, en Bolivie, où s'est constitué un Front révolutionnaire antifasciste qui exprimerait l'« unité combattante de toutes les forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes », c'est-à-dire un Front reproduisant le Front populaire et auquel participent les deux fractions « trotskystes » de Lora et de Moscoso.

Naturellement on ne peut reprocher au M.I.R. d'avoir rendu un hommage posthume à Allende. Ce qu'on lui reproche, c'est de vouloir continuer à appuyer l'allendisme, d'espérer le pousser plus loin. En réalité, le castrisme du M.I.R. révèle sa dégénérescence par rapport au modèle cubain, celui-ci s'étant bien gardé, malgré toute son idéologie démocratique et patriotique, d'adopter les méthodes des forces légalistes démocratiques traditionnelles. D'ailleurs, les dirigeants du M.I.R. reconnaissent eux-mêmes, du bout des lèvres, que c'est en faisant la mouche du coche vis-à-vis de Salvador Allende que le M.I.R. a perdu la physionomie qui lui avait permis de s'affirmer comme un bataillon avancé du mouvement populaire. Ayant pratiquement abandonné l'organisation de la guérilla, le M.I.R. ne s'est pas préoccupé de l'armement des paysans insurgés qui occupaient les terres, il s'est consacré essentiellement à une tâche... d'éducation scolaire et sanitaire et enfin s'est laissé aveugler

par un ouvriérisme équivoque, prenant pour des « centres de force » et même « de pouvoir » des organisations plus ou moins conseillistes dépourvues aussi bien d'armes que d'une direction politique qui ne soit pas celle d'un appendice gouvernemental. La faillite de l'Union Populaire est donc aussi la faillite de ceux qui ont appuyé l'Union Populaire du « dehors » et qui veulent encore proposer cette Union sur un terrain qui serait celui de la lutte illégale et armée. Nous disons « serait » parce qu'on ne voit pas comment des forces bourgeoises qui ont refusé d'armer le prolétariat quand elles pouvaient le contrôler au moyen des forces gouvernementales pourraient être disposées à s'engager dans une action subversive qui, en tant que telle, risquerait encore plus de les submerger. Il y a certainement dans le M.I.R. des forces disposées à combattre à tout prix, avec ou sans allendistes, mais il est clair que la direction tend encore à bloquer ces forces et à freiner leur combativité, même au niveau de l'action physique. Et ce qui est grave, c'est que cette attitude n'est pas uniquement celle des dirigeants du M.I.R., dont le confusionnisme politique et la désorientation tactique ne datent pas d'hier, mais aussi, à l'échelle internationale, celle d'une grande partie des « gauchistes » qui cautionnent une telle opération et souhaitent, peut-être plus vivement encore que le M.I.R., la création « d'un large front d'action contre toutes les forces qui se battent contre le régime de Pinochet », et ce au moyen d'un « rapprochement de toutes les composantes de la gauche révolutionnaire en vue d'une unification organique », comme le proclamait le 11 novembre un document signé par *Avanguardia operaia*, la IV^e Internationale (S.U.) et certains groupes maoïstes en Italie, ces organisations affirmant « que le M.I.R., après le coup d'Etat, a immédiatement trouvé une orientation basée sur les enseignements du marxisme-léninisme et sur la conception de la guerre populaire de longue durée. La ligne politique du M.I.R. constitue l'application créatrice du marxisme-léninisme à la réalité chilienne et n'a rien à voir avec les déformations révisionnistes et les positions simplistes d'un *Debray* ». A propos de ces positions, remarquons que tout en étant effectivement simplistes, elles se basaient au moins sur l'expérience cubaine, alors que le « réalisme » du M.I.R. consiste à reprendre comme avant, et pire qu'avant, l'expérience allendiste, pourtant catastrophique, en déplaçant l'Unité populaire du terrain gouvernemental à celui de l'illégalité, ce qui constitue d'ailleurs une contradiction en soi.

L'erreur la plus grotesque concernant le « marxisme-léninisme » consiste précisément à croire et à faire croire que la « leçon » de la répression puisse régénérer par elle-même le mouvement de masse et relancer l'offensive de ces masses en l'absence d'une organisation préalable, ou plus exactement grâce à la dilution préalable, sur le plan politique et pratique, des forces potentiellement révolutionnaires dans une union populaire quelconque, dans une union de forces qui, étant orientées chacune dans un sens opposé, se neutralisent l'une l'autre et rendent cette union impuissante, et encore est-ce là la meilleure hypothèse, le résultat le plus courant étant de subordonner entièrement les composantes révolutionnaires à la direction bourgeoise et à ce pacifisme lâche qui vient de s'illustrer au Chili.

Note

En dépit de ses déclarations *anti-réformistes*, citées au début de l'article, le M.I.R. a adhéré ces jours-ci au *FRONT POPULAIRE*, qui vient de se constituer et qui comprend des social-démocrates, des stalinien et des catholiques « de gauche ». Ceci confirme que ses paroles « révolutionnaires » n'ont été que la couverture d'une manœuvre pour constituer un bloc, de la même façon que son fameux rôle d'« extrême gauche » dans feu le régime d'Allende n'a été en réalité qu'une « couverture de gauche » de la coalition gouvernementale.

COURS CHAOTIQUE DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL

(Suite de la page 1)

en « accentuant la politique de réduction de la demande intérieure de manière à limiter nos achats à l'étranger » comme l'écrivait si clairement *Le Figaro* du 22 janvier ; autrement dit, en disant aux ouvriers : travaillez plus et serrez-vous la ceinture ! Et pour faire bonne mesure, en dévaluant la monnaie pour aider ces sacro-saintes exportations. Comme tout cela est simple !

Si simple que la recette du capital français est parfaitement connue des concurrents japonais, allemands, anglais, italiens, etc., qui ont déjà commencé à en appliquer la première partie, et n'hésiteront pas à appliquer la seconde en dévaluant leurs monnaies si l'« intérêt national » le leur commande. Tous les Etats bourgeois en sont d'ailleurs si conscients qu'ils ont expressément renoncé, à la récente réunion de Rome du « Club des 20 », à toute tentative de réforme monétaire en raison des bouleversements pressentis. Pendant que le Japon laisse doucement dévaluer le yen, les USA ne s'aperçoivent-ils pas déjà que le dollar est de nouveau « surévalué » ?

Le résultat ne sera donc pas seu-

lement de renverser la bascule au profit des uns et au détriment des autres. Chacun, dans l'espoir d'éviter la catastrophe, augmente sa production en renforçant l'exploitation de la classe ouvrière « chez lui » pour tenter de détourner la crise sur les concurrents. Mais en cherchant à échapper individuellement aux conséquences du mode de production capitaliste, les capitalistes ne font précisément qu'appliquer dans toute leur rigueur ses lois immanentes et inexorables. Dans leur fuite en avant individuelle mais en même temps collective, ils ne font qu'accélérer l'engorgement du marché mondial sous les marchandises, l'exacerbation de la concurrence à tous les niveaux, la guerre monétaire pour stimuler les exportations. Bref, plus ils cherchent à échapper au chaos général, plus ils le précipitent. Contre cette loi objective du développement capitaliste, les appels à la raison et à la coopération internationale, les propositions de réforme et les panacées petites-bourgeoises pour « faire face à la crise » ne peuvent rien — sinon mystifier une fois de plus la classe ouvrière et tenter de retarder l'heure de son émancipation.

Immigration : les « remèdes » des social-chauvins

Montrant le chemin à l'Etat bourgeois, le PCF avait avancé, en 1967 et 1968, deux propositions de loi sur l'immigration qui liaient l'autorisation de séjour pour les immigrés à l'obtention préalable d'un contrat de travail, et réduisaient à deux ans (au lieu des trois ans en vigueur) la durée de la « carte de résidence ordinaire » ne donnant droit, de plus, qu'à « l'exercice d'une profession déterminée dans certains départements ou sur l'ensemble du territoire » (Proposition de loi du 3 octobre 1968, article 7). La défense de l'intérêt national était le vrai pilier de ces deux projets : « L'Office National de l'Immigration doit veiller à ce que la politique d'immigration corresponde aux besoins du pays et ne lèse les intérêts ni des travailleurs français, ni des immigrés » (Exposé des motifs de la proposition de loi du 3 octobre 1968) ; « C'est, dans l'intérêt national, les besoins économiques de la France qui concourent avec les riches traditions de liberté et d'hospitalité de notre peuple pour justifier l'octroi à ces travailleurs de larges droits sociaux et démocratiques » (Exposé des motifs de la proposition de loi du 27 avril 1967). Avec l'alibi d'une amélioration des conditions de travail aggravées par l'immigration clandestine, le PC ouvrait la voie à un contrôle accru des patrons et de l'Etat sur les immigrés, qui est 1°) un moyen de pression économique permettant, non pas de « garantir l'emploi de tous », français et immigrés, mais de comprimer ou d'agrandir selon la situation l'armée de réserve ; 2°) un moyen de contrôle et d'intimidation politiques (tout passe par le commissariat, et le contrat rompu signifie l'expulsion).

Après avoir manié l'éteignoir contre l'agitation qui avait suivi l'attentat au consulat algérien de Marseille, le PCF est allé soumettre au ministre Gorse, le 10 janvier, huit « mesures immédiates en faveur des travailleurs immigrés » inspirées par le même esprit de chauvinisme hypocrite et de paternalisme, destiné à détourner la colère des ouvriers surexploités vers d'illusoire demandes de « garanties ». Contrainant de constater l'inefficacité des lois antiracistes existantes qui, selon lui « peuvent servir à une action utile », le PC demande qu'elles soient appuyées par le châtiement des « auteurs d'actes racistes », et par « une large information objective des problèmes de l'immigration... avec la participation des travailleurs et des organisations démocratiques ». A qui confie-t-il cette tâche ? A

« l'ORTF et la presse », c'est-à-dire aux fidèles instruments de la propagande bourgeoise et à l'Etat bourgeois lui-même. Et cela est logique, puisqu'indépendamment de son légalisme foncier, le PC comme tous les démocrates (même « gauchistes » comme *Lutte Ouvrière*), fait du racisme un problème d'idées et de préjugés, qu'on pourrait combattre non par une lutte unificatrice de la classe, mais par l'isolement des « violents », et surtout par les progrès d'une raison au-dessus des classes. En même temps, revenant à ses réactions premières presque favorables, il ne demande, dans les circulaires Marcellin-Fontanet, que l'abrogation des mesures « pouvant fournir prétexte à une expulsion du territoire français », réclame la régularisation de la situation de tous les immigrés avant l'introduction de nouvelle main-d'œuvre, tout cela se résumant dans le vote de son « statut démocratique des travailleurs immigrés en France... répondant à leur intérêt, à celui des travailleurs français et à l'intérêt national ». C'est en considération de cet intérêt national sacré, et de la recherche des alliances dans la tradition de la politique extérieure bourgeoise, préconisée par le *Programme Commun*, que les délégués auprès du ministre ont ajouté à leurs propositions précédentes des considérations sur les « conséquences graves » des faits racistes « dans les relations entre notre pays et certains Etats », un appel à « l'actualisation des accords franco-algériens », et la mise à jour ou l'établissement d'autres accords nationaux avec les autres pays. Lorsqu'on sait comment ces accords (qu'ils soient signés par l'Algérie, la Turquie, ou la Yougoslavie, grand exportateur du « capital le plus précieux ») sacrifient eux aussi aux « intérêts nationaux » les intérêts des masses prolétariennes qui servent de monnaie d'échange entre bourgeoisies impérialistes et jeunes bourgeoisies des « pays en voie de développement », on mesure l'aide que les immigrés peuvent attendre de semblables « garanties »...

On ne lutte pas contre le racisme, ni contre la concurrence entre les ouvriers, en réclamant des garanties aux Etats bourgeois, dans le respect de l'intérêt national de son propre impérialisme. Les « mesures immédiates » des social-chauvins sont le digne pendant de leur « action immédiate » pour museler toutes les protestations spontanées des travailleurs immigrés qui, même confuses, tendent, elles, à se placer sur un terrain de classe.

Un pacifisme criminel

La récente déclaration du P.C. chilien (*L'Humanité*, 8-1-74) atteste, de la façon la plus répugnante, que ce parti qui usurpe le nom du communisme renonce à toute action subversive, même contre ceux qui l'ont renversé par la force, qui l'écrasent, le pourchassent, et qu'il est ainsi à mille lieues, ne disons pas du communisme, mais même de la démocratie petite-bourgeoise radicale.

Il condamne toute action violente et non-légalitaire contre le régime « instauré par la force, sans aucune limitation constitutionnelle ni législative [horreur !], mais pourvu au contraire d'un pouvoir absolu et brutal fondé sur les armes », car de telles actions ne pourraient servir... qu'au renforcement de la « dictature » : « Les fauteurs du coup d'Etat souhaitent que le peuple se laisse aller à de telles actions : ils y trouveraient une justification à leur politique de terreur, base de leur pouvoir. Dans le passé, le gauchisme et la provocation [lisez : les actions en dehors du cadre légalitaire] ont considérablement aidé les ennemis du peuple. De même actuellement, c'est l'action aventuriste [lisez : idem] que désire le fasciste Leigh pour imposer son jeu ». La violence n'aurait plus la valeur d'« accoucheuse de l'histoire », des révolutions, comme pour les marxistes révolutionnaires, mais ne serait plus que le prétexte sous lequel le « fascisme », ce monstre quasiment surnaturel, étouffe la démocratie. En réalité, ceux qui font (et ont déjà fait) le jeu du cannibalisme contre-révolutionnaire, ce sont ces crapules qui proscrirent toute action visant à briser l'ordre établi et l'Etat qui le défend !

Ils « font le jeu » de la junte ouvertement, car ils condamnent même toute action contre elle, visant à la renverser : « A bas la dictature !... [c'est] évidemment impropre comme mot d'ordre d'action immédiate ». La « tâche immédiate » c'est d'« exiger qu'il soit mis fin à

l'état de guerre interne qui sert de couverture aux crimes les plus brutaux » ; et pour cela il faut « unir toutes les forces démocratiques contre le fascisme » (et ces « forces »-là, qui d'ailleurs « doivent être considérées sur un pied d'égalité », c'est l'union sacrée de tout le monde : classe ouvrière, paysannerie, « toute la petite bourgeoisie », « soldats et officiers démocrates », « de larges milieux démocrates-chrétiens », etc., outre bien sûr les inévitables « intellectuels, au sens le plus large du mot ») pour... « conquérir des garanties démocratiques minimales, et par là le développement de la lutte du peuple pour mettre un terme définitif à la dictature » !

Bref, on demande à ceux qui ont brisé par la force le cadre démocratique et légalitaire qui « faisait l'orgueil légitime du Chili » de bien vouloir donner les moyens de mettre un terme à leur domination ! En condamnant toute action contre la junte, en limitant « la lutte » à un vague mouvement pour lui demander « le respect des droits humains élémentaires [parmi lesquels « des procès justes et publics pour les accusés »] ! NdR] et des garanties démocratiques fondamentales », le P.C. chilien non seulement châtie toute initiative révolutionnaire du prolétariat et des masses paysannes, mais il assure à la junte qu'il ne fera rien contre elle.

Imposer le respect de l'ordre, empêcher toute action débordant le cadre suicidaire de l'émulation pacifique et légalitaire pour les garanties démocratiques — qui ont déjà montré... qu'elles ne garantissent rien contre la force — voilà l'unique préoccupation de cette racaille opportuniste. Demain, quand le prolétariat sera poussé à mettre en pièces par la violence cet ordre et cette légalité démocratique dans laquelle le stalinisme veut l'enfermer de force, il trouvera devant lui ces partis de la conservation sociale, prêts à déchaîner sur lui la violence contre-révolutionnaire.

Contre l'indifférentisme dans la question agraire et dans la question nationale et coloniale

Sous le titre **Pression raciale sur la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur**, l'article que nous publions ci-dessous a paru sur notre bimensuel en langue italienne **Il Programma Comunista** la même année (1953) et à distance de quelques mois du rapport sur les **Révolutions multiples** dont nous avons publié le résumé dans le numéro précédent, pour renforcer les points qui y étaient traités et introduire deux travaux fondamentaux du parti publiés aussitôt après : **Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste et Le marxisme et la question agraire**, qui devaient développer les positions révolutionnaires du marxisme face aux deux facteurs « impurs » qui ne peuvent pas ne pas intervenir et peser dans le programme, la stratégie et le destin de la révolution prolétarienne internationale : les luttes d'émancipation nationale et les luttes à base agraire. Le lecteur pourra aussi se référer utilement à l'article **Pour mettre les points sur les i (Programme Communiste n° 55)** et aux thèses sur **Le mouvement ouvrier révolutionnaire et la question agraire (Le Proletaire, n° 155)**.

Normes du travail marxiste

Notre objet n'étant pas la production et la critique esthétique ou littéraires, les camarades ou les lecteurs n'ont pas à s'attarder pour apprécier le passage, la page, ou le texte que nous publions, mais doivent toujours avoir à l'esprit la liaison entre les différentes parties du travail accompli par notre petit mouvement dans son effort pour redessiner toutes les lignes de l'édifice marxiste selon un plan unitaire.

Nous n'avons pas non plus entrepris de dicter un testament. Ce qui guide notre travail dans la réalité, ce n'est donc pas une méthode d'exposition systématique, mais l'exigence de faire front dans les différents domaines aux ruptures et aux failles qui ont affaibli le mouvement révolutionnaire. Cependant, dans chacune de nos interventions, nous avons toujours bien en vue son lien avec la charpente unique à laquelle se rattachent toutes les interventions précédentes.

Après la lecture du texte, il n'est pas question d'organiser dans son for intérieur des « élections libres », de convoquer dans son cœur le corps législatif, et de passer ensuite au vote. Le lecteur doit au contraire s'efforcer au maximum de « replacer » les faits analysés dans le système ordonné de notre programme. Il ne doit pas émettre des jugements, mais faire sa part de travail.

Deux points à établir

Il semble que ce soit le moment de fixer notre attention sur deux points du marxisme, que nous n'avons d'ailleurs jamais laissés de côté et qui sont étroitement liés l'un à l'autre : la question agraire et la question nationale et coloniale. C'est ce que nous ferons prochainement dans des travaux écrits et dans des réunions de travail, avec bien sûr des interruptions, des parenthèses et des reprises : nous ne sommes pas un ministère qui distribue des portefeuilles sous le prétexte bouffon de compétences particulières.

Nous le ferons naturellement en promettant de ne rien inventer ni communiquer de nouveau, mais en nous rattachant toujours au solide matériel historique dont nous disposons. Nous ne travaillons pas pour soumettre notre travail à des avis démocratiques, mais pour montrer que lorsque tous les faits matériels sont bien établis et fixés à leur juste place, il reste à Madame l'Opinion à peu près autant de liberté qu'à l'image qui se forme sur l'écran d'après les lois de la propagation optique et de la sensibilité lumineuse.

Au cours des années précédentes, nous nous sommes occupés de l'économie marxiste en la considérant surtout sous l'angle de la description scientifique de la société caractérisée par le travail associé, et du programme qui en est dialectiquement inséparable. Cette partie de la critique marxiste « suppose » une société capitaliste pleinement développée, et ce pour deux raisons. D'abord parce que l'école ennemie soutient que tous les inconvénients sociaux et toutes les causes de déséquilibre disparaîtraient si tous les rapports économiques de la société étaient de nature mercantile et salariale. Ensuite, parce que, vou-

Ce ne sont pas des individus, des théoriciens, des professeurs qui parlent ici, mais ce sont les faits : nous affrontons, nous confrontons les faits passés aux faits présents et futurs, confirmant ainsi expérimentalement les résultats des confrontations analogues faites depuis environ un siècle.

Dans une lettre à un de ceux qui croient à la mission cartésienne de la critique (instrument respectable que nous admirons aux mains de la bourgeoisie : avec lui, elle a su forger plus de cinq siècles d'histoire de la société humaine ; mais nous, nous avons déjà empoigné d'autres armes), un camarade écrivait très justement ceci : « La situation actuelle, caractérisée par l'absence transitoire d'un mouvement autonome du prolétariat, nous oblige, dans le domaine de notre activité pratique, à revendiquer l'intégralité de nos textes classiques, à en combattre toute altération, à savoir attendre que le bouleversement inévitable de la situation pose à nouveau le problème de la liaison pratique entre le programme et les luttes du prolétariat, à ne pas prétendre remplacer ces luttes par notre propre cervelle, pour résoudre des problèmes qui 101 fois sur 100 nous sont en fait suggérés par la bourgeoisie ».

lant définir la société communiste scientifiquement, dans ses caractères opposés et antithétiques à ceux de la société capitaliste, en la présentant comme le point d'arrivée du développement historique et non comme un tableau froid et statique, nous ne pouvons que partir d'une société précapitaliste pleinement développée et donc d'un capitalisme supposé intégral. Comme nous l'avons montré, Marx choisit l'Angleterre pour y puiser des données, mais il sait bien qu'elle n'était et n'est encore purement capitaliste qu'en partie et il fait abstraction de ce qu'elle garde de non capitaliste. Nous avons montré dans un autre texte que Marx lui-même l'affirme, et qu'il souligne toutes les formes sociales présentes en Angleterre (bien qu'à un degré moindre qu'ailleurs) et différentes des trois seules formes sur lesquelles il fonde sa démonstration du caractère inévitable de la crise : entreprise industrielle, propriété foncière, travail salarié.

Toutefois dans la partie historique — et nous pourrions même dire géographique, de géographie sociale — de son œuvre, partie qu'il développe parallèlement à cette théorie « dorsale » de l'économie capitaliste pure, toutes les zones et phases « impures » sont considérées et analysées à fond. Et il y est tenu compte du rôle souvent de tout premier plan et de toute première importance que jouent les classes survivantes qui se rattachent au précapitalisme (paysans, artisans, petits commerçants, etc.), ainsi que du développement historique des pays non encore entrés dans la phase capitaliste, et en particulier des peuples de couleur qui en sont encore à des formes non seulement féodales, mais même esclavagistes et barbares.

Partie historique et « philosophique »

Marx a donc consacré une grande partie de son œuvre à établir les entités et les lois qui régissent l'économie du capitalisme et à définir les termes de la revendication communiste. Aujourd'hui comme au temps de Lénine, la majeure partie des thèses correctes a été oubliée et déformée, alors même que les données historiques actuelles leur donnent toute leur vigueur. Nous n'avons donc pas négligé la « géographie des aires de lutte de classe et de révolution » et les modifications qui interviennent dans l'extension de ces aires à mesure que les formes industrielles pures deviennent dominantes dans les pays avancés et que la production et le marché capitalistes envahissent les pays arriérés.

A la base de la doctrine marxiste, il y a l'affrontement entre une forme capitaliste achevée et un prolétariat recouvrant l'ensemble des secteurs du travail productif, et le but que vise l'organisation révolutionnaire est de tisser un réseau international complet, pour mener une lutte qui se déroule à l'échelle mondiale. Ceci étant, ce serait un pur non-sens de prétendre que les situations mixtes doivent être purement et simplement ignorées, et que le poids des forces sociales et des organisations étatiques correspondantes ne puisse pas être considérable et même décisif pour la tâche et l'action propres de la classe ouvrière moderne.

En développant la théorie économique et sociale du capitalisme et du passage au communisme, avec de nombreuses références à l'histoire et à la géographie des phases impures, nous avons également développé ce qu'on appelle couramment la « partie philosophique » du marxisme, c'est-à-dire notre théorie de la dynamique historique, des causes et des lois qui régissent les faits historiques, en résolvant les fameux problèmes, sur lesquels on commet tant d'erreurs, de la conscience, de la volonté et de l'action. Nous avons montré que le déterminisme économique, le matérialisme historique et dialectique de Marx, que tant de gens renient (nous sommes plus que jamais prêts à les combattre), ne peuvent signifier qu'une chose : nier que l'action de l'individu soit précédée par la conscience et par la volonté, et qu'elle puisse exercer une influence sur l'histoire des collectivités. Nous avons donc examiné une nouvelle fois, d'une façon immuablement et textuellement conforme aux premiers énoncés de la méthode marxiste, la nature et la fonction du parti de classe. Ce n'est que dans le parti de classe, qui est un organe impersonnel, qu'on peut parler d'une praxis fondée sur la connaissance théorique et sur la décision volontaire ; celles-ci ne dépendent d'ailleurs pas de choix arbitraires, mais d'orientations fixées au préalable et de la réalisation de certaines conditions données, que l'on peut étudier, découvrir, expérimenter, mais jamais provoquer par des recettes, des expédients, des stratagèmes ou des manœuvres.

A ce problème se rattache directement celui de la tactique, c'est-à-dire des méthodes d'action propres aux différentes phases et aux différentes conditions du développement historique. Là aussi, nous avons amassé un matériel utile et solide, en recourant presque à chaque instant aux éclaircissements de principe indispensables, afin d'éviter les déviations toujours possibles.

Une des erreurs les plus considérables est l'affirmation — si souvent attribuée à tort à la « gauche » communiste, afin de se débarrasser de ses critiques, commencées en 1920 et pleinement confirmées par l'histoire — selon laquelle nous ne devons nous occuper que d'une si-

tuation « à deux personnages », les prolétaires salariés contre les entrepreneurs capitalistes, et que le mouvement et le parti des prolétaires n'ont rien à voir, rien à dire, rien à faire avec qui que ce soit d'autre. Il est donc utile de disséquer une

nouvelle fois la question paysanne et celle des nationalités, en nous contentant pour l'instant d'une rapide synthèse documentaire montrant que la Gauche, bien loin de les ignorer, leur a toujours accordé toute son attention.

HIER

Avant Lénine

Dans des exposés plus détaillés, il faudra rappeler avant tout les résultats établis par Marx sur ces deux grandes questions que sont la question agraire et la question nationale.

Pour la première, l'exposé du Livre III du *Capital* sur la rente foncière apporte des éléments fondamentaux. Afin de montrer que dans l'hypothétique société capitaliste pure, tant que le pouvoir du capital ne s'est pas encore débarrassé des propriétaires fonciers en nationalisant la terre et les immeubles (ce qui ne serait pas encore du socialisme, loin de là), la rente foncière se forme comme une partie de la plus-value, Marx nous a donné la théorie et les « modèles », selon la méthode du déterminisme économique, des types de société précapitalistes où l'économie agraire prédomine dans des formes non encore bourgeoises. Et de même qu'il oppose son « modèle » de la production industrielle moderne à ceux des économistes classiques et vulgaires, de même il oppose ses modèles et ses schémas des économies pré-industrielles à ceux des économistes physiocrates et mercantilistes.

Rencontres dialectiques

Le sens de tout ceci, c'est que dans des aires géographiques et dans des phases historiques données, bien définies dans le cadre de la théorie marxiste générale du cours historique (et ne surgissant pas à tout moment comme un diable d'une boîte), il arrive souvent que la lutte d'une masse de petits paysans contre les propriétaires fonciers accélère la révolution bourgeoise et la libération des forces productives modernes de l'enferme des rapports de production traditionnels, libération qui est la prémisses indispensables de la lutte et des revendications prolétariennes ultérieures. De même, il arrive souvent que la libération des forces comprimées par ces anciens rapports ne puisse se produire qu'à la suite d'une guerre d'indépendance nationale ou liée à une revendication irrédentiste (1). Non seulement ces situations doivent être reconnues et prévues par la doctrine, mais s'il existe des forces prolétariennes déjà mûres, celles-ci ne peuvent qu'appuyer ces mouvements qui ouvrent la voie aux forces productives modernes. Par conséquent, dans les aires et les phases évoquées plus haut (et dont on doit résolument

exclure l'Europe bourgeoise d'après 1871), les prolétaires appuieront ces mouvements, qui sont indiscutablement et essentiellement des mouvements des classes bourgeoises évoluées.

Dans ces aires et à ces époques, l'erreur et le défaitisme ne résident pas dans l'alliance avec des mouvements — insurrectionnels — à base agraire ou nationale, mais précisément dans la méconnaissance du fait que ces mouvements ont un but démocratique et capitaliste. Vers 1860, Marx exhorte les travailleurs à lutter pour les insurgés de Varsovie, mais en même temps il attaque violemment l'idéologie libérale, patriotique et démocratique radicale des chefs de ces mouvements. Ce qui serait dangereux par contre, ce serait de sacrifier, pour franchir cette phase critique, une force prolétarienne déjà développée sur un plan autonome de classe, en la laissant adopter la doctrine et la politique de la liberté nationale comme fin en soi, et en concédant qu'elle puisse être un patrimoine, une plate-forme commune de toute éternité aux bourgeois et aux prolétaires. Lorsque Lénine disait qu'il était inévitable de favoriser une forme bourgeoise, il l'appelait bourgeoise en toutes lettres, et non pas prolétarienne comme le font encore aujourd'hui les « communistes » renégats (cf. le bordel des libérations par les partisans). Il s'agit donc de comprendre la dialectique, et on ne peut y suppléer par la négation des faits et des nécessités historiques ; même le fils de Dieu ne put éloigner de ses lèvres certain calice. Mais il arrive à tout révolutionnaire qui n'a pas encore assimilé la dialectique, mais qui croit raisonner en toute liberté et conscience, de présupposer inconsciemment que son moi, placé hors du monde et contre le monde, possède un petit brin de divinité. Il ne s'agit donc pas de proposer aux prolétaires et aux militants de mettre des ceintures de chasteté, mais de saisir le sens historique de l'événement.

(Suite page 4.)

(1) C'est-à-dire celle de la libération et de l'intégration dans un Etat national en formation de nationalités ou territoires mineurs assujettis par des Etats d'une autre nationalité ; le mouvement communiste en a proclamé et en reconnaît à certains endroits et périodes la nécessité révolutionnaire (ainsi Marx et Engels en 1848 l'ont revendiqué dans le cas de Trieste pour l'unité italienne contre l'empire des Habsbourg). Comme l'ont montré Lénine et la gauche, les revendications de résidus irrédentistes après la structuration d'une aire donnée en Etats nationaux, sont, sous l'analogie formelle avec la phase des guerres révolutionnaires d'émancipation nationale, un des prétextes avancés classiquement par les bourgeoisies ayant réalisé l'unité nationale et leurs laquais opportunistes pour justifier la participation aux guerres impérialistes (cas typique : celui de l'Alsace-Lorraine ou celui de Trieste pendant la première guerre mondiale).

(Suite de la page 3)

ment, qui constitue une double négation : Ouvriers de Varsovie, en avant aux côtés des bourgeois pour nier le pouvoir tsariste, parce que vous devez en passer par là pour nier le pouvoir bourgeois. Essayez, quoique ce soit difficile, de donner

Le Congrès de l'Internationale Communiste

Nous réservant de revenir plus en détail sur les textes marxistes qui confirment pleinement ce qui précède, et dont nous sommes déjà largement inspirés, venons-en aux positions prises à la constitution de l'Internationale de Moscou en particulier lors du Congrès mondial de 1920, où on sait que les thèses sur ces deux questions furent rédigées et présentées par Lénine lui-même. Lors de ce Congrès, antérieur à la constitution du Parti communiste d'Italie, la Gauche ex prima, lorsqu'elle en avait, de nettes divergences ; elle intervint surtout sur la question du parlementarisme, en se heurtant à Lénine lui-même, sur la question de la scission du parti socialiste italien, en accord avec Lénine, et sur celle des conditions d'admission, qui visait la droite allemande et française, en avançant des propositions que Lénine accepta et introduisit dans le texte (la fameuse 21^e condition).

La question du parlementarisme débouchait sur celle de la tactique et la divergence sur cette question apparut plus nettement en 1921, 1922, 1924, 1926, dans les interventions des délégations italiennes appartenant à la gauche du parti communiste d'Italie, dont ce courant représentait l'énorme majorité jusqu'en 1924.

Si la Gauche italienne avait eu la moindre objection à opposer aux thèses sur la question agraire et sur la question coloniale, elle n'aurait donc pas manqué de l'exprimer ouvertement. Or quand on parcourt les comptes rendus et les procès-verbaux, on n'en trouve aucune trace. On trouve par contre dans des textes sur ces questions, des prises de position sans équivoque sur les thèses marxistes concordant parfaitement avec le sens profond de la restauration doctrinale et historique de Lénine.

Ce furent au contraire les éléments de droite, Serrati et Graziadei, qui se dressèrent contre ces thèses (comme nous l'avons rappelé entre autres dans l'article intitulé *Orient* (2) publié dans *Prometeo*, n° 2, II^e série, février 1951, consacré au congrès de Livourne de 1921). Ces textes sont connus et il devrait donc être clair que, de 1920

un coup de main aux bourgeois, mais de ne pas penser avec leur tête. Le déterminisme est le jeu des myriades d'unités et de forces agissant à l'échelle mondiale, non pas le résultat d'une harmonisation artificielle de l'action de chaque individu avec sa volonté, sa conscience et sa pensée...

à 1953, rien n'a changé dans notre analyse de ces problèmes, contrairement à ce qu'on semblait croire certains camarades à propos de la conférence de Gènes (3), qui a brosse un vaste panorama historique des « révolutions impures », mais s'est occupée ensuite plus directement d'une économie pleinement capitaliste, celle des Etats-Unis.

Pour en revenir à 1920, on voit bien pourquoi la III^e Internationale considéra comme fondamentaux certains points que le socialisme occidental avait pratiquement oubliés. La II^e Internationale, plongée jusqu'au cou dans le réformisme syndical et parlementaire n'accordait d'attention qu'à la population urbaine et métropolitaine, car c'était là surtout que se recrutaient les électeurs. Mais la préparation formidable du parti russe, bolchévique et marxiste ne pouvait négliger des forces qui, en Russie, étaient quantitativement bien plus importantes que celles du prolétariat industriel et qui participaient déjà à la lutte ouverte contre le pouvoir tsariste : d'une part les paysans opprimés par les grands propriétaires terriens et par l'Eglise, d'autre part les peuples de toutes les nationalités asservies par l'Etat grand-russien. Ces forces devaient converger dans la révolution russe (et elles n'y manquèrent pas) ; il fallait les évaluer correctement et les utiliser, tout en imprimant à la révolution un caractère de classe, ouvrier et socialiste.

Si la révolution russe en était restée au stade d'une lutte de libération des petites nationalités et des races opprimées et d'émancipation des serfs, non seulement elle serait restée bien en deçà d'une révolution socialiste, dirigée par le prolétariat russe et par l'Internationale mondiale, mais elle serait même restée en deçà d'une révolution accoucheuse d'une société pleinement capitaliste et d'un développement industriel accéléré, dans les villes aussi bien que dans les campagnes.

Les marxistes russes ne pouvaient donc pas ne pas se poser un problème qui est, qu'on le veuille ou non, toujours actuel pour des pays d'une importance démographique primordiale comme l'Inde et la

Chine (sans parler des autres) : celui de l'attitude des révolutionnaires marxistes dans une société où coexistent le féodalisme, la seigneurie patriarcale, le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale, la paysannerie pauvre, l'artisanat et enfin un prolétariat salarié très peu nombreux et peu étendu.

Ce que disaient les thèses du II^e Congrès

a) Sur la question agraire.

Une brochure sur la question agraire, rééditée depuis, expliquait aux communistes italiens le sens précis des thèses de l'Internationale, pour répliquer à ceux qui prétendaient que les communistes voulaient fonder des révolutions paysannes et instaurer une société basée sur la défense de la petite propriété. En montrant la différence entre propriété (critère juridique) et gestion (critère technique et économique) on établit que les communistes sont toujours pour la grande exploitation, dans le domaine agricole comme dans le domaine industriel, mais que les conditions de celle-ci ne sont pas réunies du simple fait qu'il existe de grandes étendues de terre appartenant à un seul propriétaire (latifundia). On peut trouver des propriétés immenses divisées en myriades de petites exploitations (confiées à des fermiers ou à des métayers), de même qu'on pourrait trouver le cas opposé, si une grande exploitation industrielle louait plusieurs petites propriétés limitrophes. Socialement, la petite exploitation agricole se soldait toujours par un bilan négatif et déficitaire elle est aux antipodes du socialisme que nous voulons atteindre, elle est la base de l'idéologie la plus réactionnaire. Ceci est tout à fait dans la ligne des thèses du II^e Congrès. Nous nous contenterons de citer un passage du discours du rapporteur Meyer :

« Quand a-t-on le droit de partager la grande propriété ? Il ne peut être question d'un tel partage, que si la grande propriété est déjà louée à une série de petits paysans, c'est-à-dire qu'elle ne constitue pas une unité productive. Dans ce cas, le partage ne constitue aucunement la dissolution d'une grande entreprise. En outre, le partage peut être envisagé lorsque la grande propriété est imbriquée dans des petites parcelles. Ici, la faim de terre est si grande que, dans certaines circonstances, il faut la satisfaire pour assurer la révolution... Dans tous les cas, il est important de ne pas permettre aux grands propriétaires de rester sur leurs terres, de les en chasser. » (4)

Et plus loin il ajoute que la Commission a supprimé le paragraphe qui disait que ce serait un erreur de ne pas partager les terres, et l'a remplacé par un amendement affirmant que le principe de la grande exploitation doit être maintenu.

Les objections de Graziadei et de Serrati concernaient surtout la tactique à employer à l'égard des petits paysans propriétaires. Dans le cas de Serrati, organisateur compétent et résolu des ouvriers urbains, il s'agissait d'une véritable incompréhension des données du problème. Mais ce que les thèses disent sur le conflit d'intérêts qui oppose ces petits paysans à l'Etat capitaliste à propos des impôts, des hypothèques, du capital usuraire, se trouve mot pour mot dans les textes de Marx à propos de la France. Quant à Graziadei, pourtant ferré sur la question, il fit erreur à propos de la notion de grèves communes et d'organisations communes entre les ouvriers agricoles (qui sont des prolétaires tout ce qu'il y a de plus purs) et les petits propriétaires. Effectivement, Lénine n'avait parlé que des semi-prolétaires, c'est-à-dire de paysans qui possèdent un bout de terrain, mais qui n'ont pas assez pour vivre et qui doivent s'employer ailleurs avec leur famille. En ce sens, leurs intérêts sont donc tout à fait parallèles à ceux des journaliers sans terre, et ils peuvent parfaitement faire grève pour obtenir des améliorations de salaire.

b) Sur la question nationale et coloniale.

Dans notre article *Orient*, nous avons rappelé ce que disaient les thèses nationales et coloniales du II^e Congrès. Lénine fit un bref discours pour justifier la substitution du terme « mouvement national-révolutionnaire » dans les pays arri-

rés à celui de « mouvement démocratique-bourgeois ». Le premier terme désignait une insurrection indigène armée contre les occupants impérialistes blancs, tandis que le second pouvait suggérer un bloc légalitaire avec des fractions de la bourgeoisie locale singeant le parlementarisme occidental. Toute la construction de Lénine reposait sur un fait de poids historique indénié, qui prend d'autant plus de relief aujourd'hui, alors qu'en raison du défaitisme des stalinien les mouvements dans les colonies et les semi-colonies donnent à l'impérialisme occidental plus de fil à retordre que ceux des prolétaires des métropoles, et que des régimes terriblement statiques comme les théocraties et les Etats à base rurale de l'Orient sont en train de s'effondrer dans un déferlement de guerres civiles.

Le communiste hindou Roy présente des thèses supplémentaires, acceptées par Lénine. La sixième de ces thèses, incontestable du point de vue marxiste, disait :

« L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples d'Orient a entravé indubitablement leur développement économique et social, et les a empêchés d'atteindre le degré de développement atteint en Europe et en Amérique.

Grâce à la politique impérialiste qui fait obstacle au développement industriel des colonies, c'est seulement depuis peu que le prolétariat indigène a commencé d'exister. L'industrie domestique éparpillée locale a dû céder la place à l'industrie concentrée des pays impérialistes ; l'énorme majorité de la population a été ainsi contrainte au travail agricole, produisant les matières premières pour l'étranger.

AUJOURD'HUI

Position de la Gauche

Au congrès de Rome en 1922, la question nationale ne fut pas traitée en particulier ; par contre la question agraire le fut dans des thèses conformes à l'analyse que nous venons de rappeler.

Au congrès de Lyon de 1926, dernière manifestation importante de la Gauche (en effet la Gauche avait encore la majorité dans le parti communiste d'Italie, bien que ceci ne compte guère), celle-ci proposa un système complet de thèses, présentées par la suite à l'Exécutif Elargi de Moscou comme une manifestation organique d'opposition à la dégringolade de tout le Komintern, qui devait, par la suite, aboutir à une faillite totale. On y trouve des paragraphes sur la question agraire et sur la question nationale.

Le premier paragraphe reprend non seulement les positions rapportées ci-dessus, mais accepte dans une large mesure la possibilité d'utiliser le très petit propriétaire agricole dans la lutte révolutionnaire, tout en montrant avec Lénine les nombreux dangers de cette tactique.

Le second paragraphe s'appuie également sur la clarification fondamentale opérée par Lénine :

« Alors que le développement économique interne ou l'expansion du capitalisme étranger n'ont pas encore fourni les bases de la lutte de classe moderne dans ces pays, la satisfaction des revendications qui s'y posent exige une lutte insurrectionnelle et la défaite de l'impérialisme mondial.

A l'époque de la lutte pour la révolution prolétarienne dans les métropoles, la réalisation complète de ces deux conditions permet le déchaînement dans ces pays d'un combat qui, toutefois, prendra localement l'aspect d'un conflit non pas de classes mais de races et de nationalités. » (5)

La ligne est par conséquent continue et n'a donc rien qui doive surprendre.

Pour en arriver à des travaux plus récents, les *Eléments d'orientation marxiste* (*Prometeo*, 1946) disent, quoique ne traitant pas expressément de la question coloniale :

« Les travailleurs de tous les pays ne peuvent pas ne pas lutter aux côtés de la bourgeoisie pour le renversement des institutions féodales... Même dans la lutte que les jeunes régimes capitalistes mènent pour repousser des restaurations réactionnaires, le prolétariat ne peut refuser son appui à la bourgeoisie. » (6)

D'autre part on assiste à une concentration très rapide de la propriété du sol dans les mains des propriétaires terriens, des capitalistes et de l'Etat, ce qui contribue à accroître le nombre des paysans sans terre.

[Nous citons ce passage surtout pour montrer le lien existant entre question agraire et question nationale et coloniale.]

L'énorme majorité de la population de ces colonies subit une terrible oppression.

Par suite de cette politique, l'esprit de révolte reste latent dans les masses populaires et ne s'exprime que dans les couches peu nombreuses des classes moyennes cultivées.

[N'oublions pas que c'est un hindou qui nous parle et que, tout comme les Chinois, il a derrière lui plus de millénaires de « civilisation » et de « culture » que l'Europe n'en a eu à offrir à l'Amérique.]

La domination étrangère entrave constamment le libre développement de la vie sociale ; c'est pourquoi le premier pas de la révolution doit être l'élimination de cette domination étrangère. Soutenir la lutte pour le renversement de la domination étrangère dans les colonies ne signifie donc pas adhérer aux aspirations nationales de la bourgeoisie indigène, mais aplanir la voie de son émancipation au prolétariat des colonies. » (4)

Le tableau était déjà flamboyant en 1920. Mais aujourd'hui la situation régnant dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie a atteint le paroxysme de la tension. Ce n'est pas un froncement de nez d'intellectuel dédaigneux qui permettra d'ignorer des forces en mouvement d'une si formidable puissance.

Ceci s'applique, évidemment, à la France de 1793 ou à l'Allemagne de 1848. Mais ce serait manquer de cohérence que de refuser de l'appliquer aux révolutionnaires chinois de 1953, qui, de plus, battent en brèche l'impérialisme capitaliste le plus avancé. Il reste, bien sûr, le problème de la juste soudure entre la lutte impitoyable contre cet impérialisme dans les colonies et la lutte prolétarienne des métropoles. A la perspective de Lénine, les stalinien ont substitué une alliance honteuse avec les Français, les Anglais et les Américains, et c'est leur défaitisme qui est responsable de l'inefficacité des luttes désespérées des exploités et des opprimés de couleur, qu'ils ont trahis et condamnées à demeurer sans écho.

Dans les *Thèses de la Gauche*, publiées en 1947 dans plusieurs numéros de *Prometeo*, nous avons naturellement rappelé la condition, qui se trouvait déjà dans les thèses de Lénine, de la reconstitution du parti unitaire de la révolution internationale, qui fait aujourd'hui défaut. Nous y avons donc critiqué, comme dans toute notre polémique de 1920-26, la transposition abusive de tactiques valables dans la Russie d'avant 1917 aux pays de capitalisme avancé, et même aux pays extra-européens et coloniaux, notant qu'avec la seconde guerre mondiale, le caractère unitaire de la force ennemie s'est encore accru dans le monde entier.

C'est que le problème est historique et non pas tactique. L'appui au mouvement démocratique et indépendantiste était logique en Europe dans la première moitié du 19^e siècle sur le terrain insurrectionnel et il reste pleinement valable aujourd'hui pour l'Orient, comme il l'était pour la Russie d'avant 1917 : nous avons rappelé cette position marxiste fondamentale dans les thèses évoquées ci-dessus. Ce que nous avons combattu, par

(Suite page 5.)

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 1 (2 gennaio 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario :
— Lenin non è il simbolo della accidentalità pratica dell'opportunismo, ma quello della ferrea unità della forza e della teoria della rivoluzione.
— Padroni, governanti, lacchè opportunisti al capezzale dell'economia nazionale in dissesto.
— Ancora sul « pensiero di Mao ».
— La mano della Repubblica costituzionale regge i fili degli scoperi e delle manifestazioni dei proletari napoletani.
— Resoconto sommario del rapporto sulla « Storia della Sinistra » tenuto alla riunione generale del Partito (23-24 dicembre 1973).
— Dal nazional-sciovinismo allo sciovinismo europeo.
— Sindacati operai e organizzazioni padronali intercambiabili nel « gestire la crisi ».
— Udine : l'agitazione dei lavoratori degli Enti Locali.
— Indice generale dell'annata 1973.
— Bolletini medici della società opulenta.
Abbonamento annuale : 20 F

SOUSCRIPTION 1973

Listes N° 11 et 12

Roth, soutien, 40 ; Etoile, octobre, 100 ; Andrée, 50 ; Jacques, 100 ; François, 90 ; Canada, 200 ; Picino pour la presse, 200 ; R. et R., novembre, 40 ; Un ami du communisme, 70 ; J.C., 20 ; Jules, pour la presse, 600 ; Cavaillon, octobre, 40 ; Apo, 48 ; Six-Fours, 3,40 ; Toulouse, pour la presse, 15 ; Julien, soutien, 70 ; André, 15 ; Canada, 2,50 ; Angers, 100 ; Réunion publique novembre, 86,05 ; Anita, 20 ; Pour la presse, 500 ; Paris, local novembre, 2.677,40.

Totaux listes N° 11 et 12 4.737,35 F
Total précédent 44.571,66 F
Total général 49.309,01 F

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1974

Liste N° 1

Bruxelles, 13 ; Modena, 10 ; Alex, W., 150 ; En mémoire d'Ottorino, 121,50 ; Vicenza, 10 ; Paris, décembre, 2.606 ; Réunion générale, 1.565 ; Paul, Soutien, 20 ; Denis, 2 ; François, 90 ; Picino pour la presse, 100 ; André, 16 ; Strasbourg, 435.
Total liste N° 5.138,50 F

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 61

Sommaire :

- La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme.
 - Cours mondial de l'impérialisme.
 - Note de lecture : les lauriers de la social-démocratie autrichienne.
- Le numéro : 3 F. Commandes au « Prolétaire ».

(2) Cet article sera publié prochainement dans notre presse.

(3) Voir le résumé publié dans *Le Prolétaire* n° 164 sous le titre *Les révolutions multiples*.(4) Retraduit d'après le *Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale*, Hamburg, 1921.

(5) Défense de la continuité du programme communiste, p. 128. (Editions Programme Communiste).

(6) *Eléments d'orientation marxiste*, p. 19. (Editions Programme Communiste).

RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI

La dernière réunion générale du Parti pour 1973 s'est tenue au mois de décembre. Suivie avec attention par une large représentation de l'organisation, elle s'est déroulée dans le plus grand ordre grâce aux critères de sélection qui avaient été adoptés et au contrôle vigilant de la section d'accueil. Des séances restreintes consacrées aux questions relatives à la presse et aux questions d'organisation ont eu lieu avant et après la réunion. En attendant la publication intégrale du rapport dans notre presse, nous en donnons ici, comme d'habitude, un compte rendu sommaire.

La réunion, presque entièrement consacrée à l'Histoire de la Gauche, a été centrée sur les problèmes de fond du III^e Congrès de l'Internationale Communiste (juin-juillet 1921), dans le but d'illustrer encore une fois trois points essentiels : 1) le retard par rapport au parti russe dans la formation de véritables partis communistes en Occident ; 2) la convergence totale entre notre courant et le parti russe dans les questions de principe, par delà certains désaccords sur leurs applications tactiques particulières (applications qui, selon nous, devraient se faire non pas en atténuant mais en accentuant au contraire la rigueur théorique et la claire délimitation tactique et organisationnelle dont les bolcheviks avaient donné l'exemple) ; 3) l'importance énorme des questions de fond soulevées par l'Internationale — surtout par la bouche de Lénine et de Trotsky — dans un congrès par ailleurs rempli des polémiques, escarmouches et ressentiments qu'avaient apportés à Moscou les représentants du mouvement communiste d'Europe centrale et, d'une façon générale, d'Occident.

En réalité, un an environ après le II^e Congrès, la nouvelle réunion du communisme mondial se trouva confrontée à une situation qui, sous des formes et des étiquettes diverses, était analogue à celle de l'année précédente. Les protagonistes de la Révolution d'octobre, qui se battaient énergiquement contre les récidives légalistes, gradualistes et semi-centristes de forts courants de droite dirigeant les partis les plus importants (ou du moins solidement implantés dans leurs rangs), durent aussi prendre position avec énergie contre le retour de l'infantilisme de gauche qui réagissait au suivisme, ou comme on disait alors, au « pessimisme » des directions nationales — un bon exemple est donné en Allemagne par les Levi et les Däumig — par l'extrémisme superficiel et arrogant de la « théorie de l'offensive ». Ce qui était commun à ces deux courants, de droite et de gau-

che, c'était qu'ils faisaient dépendre les directives tactiques et les règles d'organisation du parti des diagnostics qu'ils portaient sur la situation contingente : établis de façon hâtive et antidialectique, ces diagnostics semblaient pour l'aile droite justifier un repli du parti sur des positions de pure défensive où se serait imposée une « lente illumination des consciences », ainsi qu'une prudente routine administrative, alors qu'ils poussaient l'aile gauche à la démagogie de l'action pour l'action et à l'offensive à tout prix en prévision d'un effondrement imminent — et mécanique — de l'ordre bourgeois. Le seul résultat dans les deux cas fut l'état d'impréparation pénible et souvent désastreuse dans lequel il fallut répondre aux changements continus de situations, aux alternances brutales de crises et de reprises de cet après-guerre agité. Le fatalisme centriste et l'« enthousiasme » de la prétendue « gauche » se donnaient la main, et si les événements de mars en Allemagne, dans lesquels le parti s'était lancé à corps perdu avec un retard inévitable au niveau de l'organisation et avec le pire aventurisme tactique, ne pouvaient en aucune façon justifier les coups de poignard dans le dos de la part des Levi et consorts, ils rendaient urgente une intervention des bolcheviks pour rétablir la discipline, une intervention d'autant plus sévère qu'elle était destinée à des militants auxquels on ne pouvait au moins reprocher d'être passifs ou, pire encore, d'avoir érigé la passivité en modèle de comportement... révolutionnaire.

Le rapporteur a rappelé à grands traits — mais avec de nombreuses citations à l'appui — les positions opposées prises en l'espace de quelques mois par les deux moitiés du parti allemand, et souvent aussi par des groupes et par des hommes qui devaient prendre par la suite, sous la poussée, une fois de plus, de situations — ou d'analyses de situations — contingentes, le contre-pied des positions défendues à Berlin et à Moscou. Puis, après avoir indiqué les vicissitudes analogues, sinon aussi significatives, connues par d'autres partis, comme le parti français et le parti tchécoslovaque, le rapporteur a longuement analysé deux discours prononcés par Trotsky, en pleine concordance de vues avec Lénine, immédiatement avant et après le Congrès. Ces discours sont beaucoup plus organiques et complets que le rapport du même Trotsky au III^e Congrès sur la situation mondiale et les tâches de l'Internationale Communiste, et dépassent de loin les problèmes contingents pour aborder des questions qui se posent de façon permanente au communisme.

En effet, les critiques social-démocrates prétendaient tirer, des signes évidents de rétablissement relatif et de reprise temporaire de l'économie capitaliste au cours de l'année 1921, la conclusion que les perspectives révolutionnaires du Komintern avaient fait faillite ; parallèlement, certains communistes prétendaient y trouver la justification de leur fatalisme et de leur résignation (comme s'il s'était jamais agi pour Moscou d'enregistrer la réalisation proche ou lointaine d'un événement astronomique indépendant de l'action et de la volonté humaines s'exprimant dans l'affrontement entre les classes) ; inversement, les extrémistes « infantiles » prévoient dans leur délire une crise mortelle de l'économie capitaliste suivie d'un effondrement pour ainsi dire automatique, et auquel ne manquait, pour le porter à son terme, qu'une offensive du prolétariat déclenchée **quoi qu'il arrive**. Aux uns et aux autres Trotsky rappela avant tout, sur la base des faits aussi bien que des principes, que la dynamique du capitalisme se caractérise par une création, une destruction, une reconstruction, une redestruction constantes de son équilibre sur le plan économique, social, politique, et que la courbe historique ascendante de la production, de la productivité du travail, de la richesse, etc., sous le signe du capital, est contrebalancée non seulement par des oscillations pé-

riodiques — toujours plus fréquentes à l'époque impérialiste — de la courbe conjoncturelle, mais encore et surtout par des chutes brutales et profondes au cours de grandes crises survenant approximativement tous les neuf ans. Trotsky répondit donc aux premiers que prospérité et crise alternent constamment dans le rythme de vie du capitalisme et que ses équilibres ne sont que le prélude à de nouveaux déséquilibres, et aux seconds, que l'« équilibre dynamique » propre au mode de production capitaliste « possède une grande force de résistance, dont nous avons la meilleure preuve dans ce fait que le monde capitaliste ne s'est pas encore écroulé ».

Si la reprise peut être évitée par l'explosion de mouvements révolutionnaires — explosion conditionnée par des facteurs qui malheureusement ne sont pas seulement subjectifs —, il est en tout cas inévitable que la crise survienne tôt ou tard. Est-ce que cela signifie pour autant que l'exécution de la sentence prononcée par l'histoire contre le capital coïncidera ponctuellement, mécaniquement, fatalement avec la rupture brusque et radicale de l'équilibre économique si fragile et mouvementé qui est le sien ? Une telle conclusion — note Trotsky — serait légitime si on pouvait admettre l'hypothèse absurde selon laquelle le développement des forces productives, dont le heurt contre les limites des rapports de production existants annonce le déclin d'une époque de l'histoire humaine et l'aube d'une époque nouvelle, se ferait dans le vide et non dans le jeu complexe des classes, le prolétariat lui-même étant dans la société actuelle la plus grande des forces productives. Le révolutionnaire n'est pas comme l'astronome qui enregistre la parabole d'une comète parcourant les cieux avec une régularité inexorable, et destinée à se perdre, par le jeu de cette loi implacable, dans les ténèbres de l'Univers. Dans les signes

de délabrement de l'économie capitaliste, qui n'attendent pas la crise pour se manifester mais transparaissent à travers chaque pli de la prétendue « prospérité », il reconnaît les symptômes de décadence et même d'agonie d'« une classe vivante... qui n'est pas un produit passif du développement économique, mais une force historique, active et vivante. Cette classe a survécu à elle-même, c'est-à-dire qu'elle est devenue le frein le plus terrible pour l'évolution historique. Mais cela ne veut nullement dire que cette classe soit disposée à commettre un suicide historique, qu'elle soit prête à dire : « La théorie scientifique de l'évolution ayant reconnu que je suis devenue réactionnaire, je quitte la scène ». Il est évident qu'il ne peut pas en être question. D'autre part, il n'est pas non plus suffisant que le parti communiste reconnaisse la classe bourgeoise comme condamnée et devant être supprimée pour que, par cela même, la victoire du prolétariat soit déjà assurée. Non, il faut encore vaincre et jeter bas la bourgeoisie ! »

Mais Trotsky fait remarquer que même dire cela n'est pas suffisant. Bien qu'étant complètement, radicalement opposée aux exigences du développement historique, la bourgeoisie est non seulement la classe la plus forte mais surtout, « au point de vue politique, elle atteint le maximum de sa puissance, de la concentration de ses forces et de ses moyens, moyens politiques et militaires, de mensonge, de violence et de provocation, c'est-à-dire au maximum du développement de sa stratégie de classe, au moment même où elle est plus menacée de sa perte sociale » ; c'est alors qu'elle mobilise l'expérience extraordinaire qu'elle a acquise en vivant et en se développant dans les situations les plus différentes et même contradictoires, « à l'époque du pur absolutisme,

de la monarchie parlementaire, de la monarchie constitutionnelle, de la république démocratique, de la dictature bonapartiste, de l'Etat lié à l'Eglise catholique, de l'Etat lié à la Réforme, de l'Etat séparé de l'Eglise, de l'Etat persécuteur de l'Eglise, etc. », en combinant, pour rester accrochée au pouvoir, les manœuvres de la séduction réformiste et paternaliste et la terreur brutale. C'est avec cette force terrible, une force qui tire de son propre délabrement et de l'inertie historique qui pèse sur son adversaire, la capacité non seulement de survivre malgré tout, mais encore de soumettre à une exploitation et à une oppression toujours plus monstrueuses la classe dominée, que les révolutionnaires doivent compter, en fondant la certitude de leur victoire, non pas sur un froid diagnostic dont les effets seraient certains, mais sur un bilan qui prenne en considération tous les facteurs de la dynamique réelle des luttes de classe, dans leurs aspects positifs et négatifs, dans leur poids objectif et subjectif, pour que la crise en tant que fait « mécanique » se transforme en bataille et que la bataille s'achève — enfin ! — par la victoire. Leur optimisme, notre optimisme, n'est fait ni d'attente messianique, ni d'enthousiasme tapageur ; c'est l'optimisme de celui qui sait qu'il entre en lutte contre un adversaire féroce mais vulnérable — à condition de bien utiliser les armes forgées par les leçons d'une histoire séculaire, en profitant de l'avantage objectif que nous donne la limite historique atteinte par le mode de production capitaliste dans son essor vertigineux, pour vaincre définitivement la classe qui en est le dépositaire et le gardien, au lieu de se laisser arracher ces armes des mains faute d'avoir appris, nous ne disons même pas l'art de l'insurrection, mais celui de sa longue et difficile préparation.

(à suivre)

Contre l'indifférentisme...

(suite de la p. 4)

contre, c'était la prétention d'appliquer des recettes tactiques désastreuses comme celle du front unique, de l'entrisme, de la bolchévisation, du fonctionnarisme, etc.,

Ni liberté théorique, ni liberté tactique

Il faut s'entendre sur ce principe fondamental de la Gauche. L'unité substantielle et organique du parti, qui s'oppose diamétralement à l'unité formelle et hiérarchique des staliens, est une nécessité doctrinale, programmatique et tactique. Si nous entendons par « tactique » les moyens d'action du parti, ceux-ci ne peuvent être définis que par la même recherche qui nous a permis de formuler nos buts finaux et intégraux et qui se fonde sur les données de l'histoire passée.

Ces moyens ne peuvent pas varier au gré des situations successives ni, pis encore, être arbitrairement choisis par des groupes différents, sans que les buts programmatiques et tout le cours qui y conduit ne s'en trouvent également altérés.

Il est évident que les moyens ne sont pas choisis pour leurs qualités intrinsèques — beauté ou laid, douceur ou rudesse, souplesse ou dureté. Le parti doit être capable de prévoir leur succession dans les grandes lignes, au lieu de l'abandonner au « hasard des situations », et cette prévision doit être un patrimoine commun de tout le parti. Tel a toujours été le sens de notre combat. C'est aussi ce que nous exprimons au niveau organisationnel quand nous disons que la « base » est tenue d'exécuter les indications tactiques du centre, dans la mesure où le centre est lui-même lié à un « éventail » de tactiques possibles, déjà prévues, et correspondant à des éventualités également prévues. Ce n'est que par ce lien dialectique qu'on peut dépasser une difficulté qu'il est stupide de vouloir résoudre par le moyen

aussi bien aux partis travaillant, par exemple, en Asie, qu'en Amérique et en Angleterre, sous le prétexte d'obtenir des résultats mirobolants, alors qu'on ne peut plus cacher aujourd'hui la destruction de toute énergie révolutionnaire.

de la démocratie consultative, expédient dont nous avons plusieurs fois démontré l'absurdité. Tous en effet la revendiquent, mais tous sont prêts également à bouleverser l'organisation en offrant le spectacle — en grand ou en petit — d'étranges coups de force et d'incroyables coups de théâtre.

Par conséquent, du point de vue de la théorie, aucun militant du parti communiste reconstitué ne pourra se dispenser de comprendre que l'alignement des classes et le rapport des forces sont différents dans un pays comme, par exemple, la Chine, de ce qu'ils sont dans les pays capitalistes occidentaux, et qu'on doit s'attendre à un processus et à un développement des luttes différents, dans le cadre du monde moderne dont la base économique va s'unifiant.

Il ne pourra se dispenser de comprendre que l'utilisation des poussées anti-impérialistes chez les peuples de couleur influe également sur le rapport des forces entre les blocs impérialistes en conflit latent, la suprématie de l'un ou de l'autre devant avoir des conséquences bien différentes.

Du point de vue tactique, il ne pourra se dispenser de comprendre que l'exaltation des mouvements coloniaux dirigés contre l'Europe ou l'Amérique devient abusive lorsqu'on la sépare, comme le fait par exemple la IV^e Internationale, de la condition primordiale toujours mise en avant par le marxisme, à savoir l'unité de méthode de la classe prolétarienne mondiale et de son parti communiste, détruite précisément par la liberté de tactique

et par la manie des manœuvres, des expédients, des stratagèmes, et autres trouvailles.

Il pourra alors comprendre que, outre les deux forces-type du « schéma » qui nous est théoriquement utile pour démontrer avec une certitude mathématique l'inéluctabilité de l'écroulement du capitalisme, on trouve sur la scène du monde des forces immenses : dans les pays métropolitains, les classes inférieures non prolétariennes, et, dans tout le reste de la planète, les races et les peuples « arriérés » (adjectifs que le second Congrès ne sut cependant pas définir).

Cette documentation sur les « antécédents » du problème n'est qu'une introduction au travail plus approfondi qui devra venir plus tard.

Il faut se rendre compte que dans les pays modernes il subsiste des noyaux de petits paysans qui se trouvent encore hors de la sphère du mercantilisme et qui se transmettent d'anciennes caractéristiques que l'époque moderne a effacées chez tous les habitants des villes, chez les milliardaires comme chez les mendiants. Comme disait Marx, ils constituent une vraie race de barbares dans un pays avancé — avancé dans le sens de son horrible civilisation. Cependant, même ces barbares pourraient devenir, contre cette civilisation, un des instruments de la révolution qui doit la submerger.

Il faut se rendre compte que dans les pays d'Outre-Mer vivent d'immenses collectivités de race jaune, noire, olivâtre, dont les peuples, réveillés par le fracas du machinisme, semblent ouvrir le cycle d'une lutte patriotique d'indépendance et de libération nationale comme celle dont s'enivraient nos grands-parents, mais représentent en fait un facteur considérable dans la lutte de classe que la société actuelle porte dans ses flancs, et qui éclatera dans l'avenir avec d'autant plus de violence qu'elle aura été étouffée plus longtemps.

Le valet éconduit

Après les visites de Marchais au ministre du Travail Gorse pour collaborer au bien de la classe ouvrière, c'est le guignol parlementaire du P.C.F., Ballanger, qui est allé à l'Hôtel Matignon à la tête d'une délégation de députés pour présenter ses conseils au gouvernement sur la meilleure manière de gérer les intérêts de la nation, c'est-à-dire de la bourgeoisie. Pas de chance : il s'est fait jeter dehors à la grande indignation de l'« Humanité », du « Monde » et de tous les « vrais démocrates ». Chacun à sa place ! Les bourgeois veulent bien que leurs larbins pratiquent la collaboration de classe (Ceyrac rappelait récemment qu'il est, tout comme la C.G.T., favorable à une politique de négociations) mais pas qu'ils pètent plus haut que leur cul ! Pour le moment, aucun danger social ne menace, on n'a pas besoin d'eux au gouvernement. Qu'ils se contentent donc d'anesthésier la classe ouvrière avec leur crétinisme parlementaire, leurs « voies pacifiques », leur « socialisme aux couleurs de la France » et leur « intérêt national » !

(Suite de la page 1)

Dans ce domaine, Lénine a brisé les armes polémiques de tous nos contradicteurs, proches ou éloignés : ceux qui les ramassaient encore ne font que démontrer leur ignorance, c'est-à-dire leur absence de la lutte vivante du prolétariat aspirant à sa libération. Parcourons rapidement cette série de thèses, qui sont autant de fragments de réalité, fixés dans les termes d'une doctrine incomparablement vraie et vivante. Nous n'avons qu'à suivre Lénine, qu'il s'agisse des thèses des premiers congrès de la nouvelle Internationale, des discours, des problèmes, des programmes et proclamations du parti bolchévique sur la voie de la grande victoire, qu'il s'agisse enfin de l'exposé patient et génial de *L'Etat et la Révolution*, où Lénine montre que ses thèses ne sont autres que celles de Marx et d'Engels, en rétablissant la véritable interprétation des textes classiques du marxisme, la véritable signification de la méthode et de la pensée de nos maîtres, depuis la première formulation du *Manifeste* jusqu'aux écrits concernant les événements de la période suivante, en particulier les révolutions de 1848, 1852, et la Commune de Paris. C'est cette œuvre de maîtres, qui accompagne l'avance historique du prolétariat mondial, que Lénine reprend en la rattachant aux batailles révolutionnaires de Russie : à la défaite de 1905, à l'écrasante revanche de douze ans plus tard.

Le problème de l'interprétation de l'Etat est résolu dans le cadre de la doctrine historique de la lutte de classes : l'Etat est l'organisation de la force de la classe dominante, née révolutionnaire et devenue conservatrice. Il en va comme de tous les autres problèmes : il n'y a pas d'« Etat » en soi, d'entité permanente et

métaphysique justiciable de la définition et du jugement pseudo-philosophiques du réactionnaire ou de l'anarchiste ; il y a l'Etat bourgeois, expression de la puissance capitaliste, de même qu'il y aura plus tard l'Etat ouvrier, et de même qu'on tendra ensuite à la disparition de tout Etat politique. Comme notre analyse scientifique nous permet de le montrer, toutes ces phases se succèdent dialectiquement dans le processus historique, chacune d'elle naissant de la précédente et constituant en même temps sa négation. Qu'est-ce qui sépare ces différentes phases ? Entre l'Etat de la bourgeoisie et celui du prolétariat se place nécessairement le point culminant d'une lutte révolutionnaire vers laquelle la classe ouvrière est guidée par le parti communiste, qui remporte la victoire en renversant par les armes le pouvoir bourgeois et en constituant le nouveau pouvoir révolutionnaire : la première tâche de celui-ci est de démolir de fond en comble le vieil appareil d'Etat, et d'organiser par les moyens les plus énergiques la répression des tentatives de contre-révolution.

Aux anarchistes, le marxisme répond que le prolétariat ne peut pas immédiatement supprimer toute forme de pouvoir, mais doit au contraire assurer « son » pouvoir. Aux sociaux-démocrates, que la prise du pouvoir ne se fait pas par la voie pacifique de la démocratie bourgeoise, mais par la guerre de classe, et par elle seule. Lénine est notre maître à tous dans sa longue lutte pour défendre cette position tant falsifiée du marxisme : la critique de la démocratie bourgeoise, la démolition du mensonge légalitaire et parlementaire, la dérision du suffrage universel ou autres panacées du même genre comme armes du prolétariat et des partis qui se placent sur ce terrain, avec, dans la polémique, la même vigueur sarcastique et corrosive que Marx et Engels nous ont enseignée.

Se rattachant de façon magistrale aux fondements de notre doctrine, Lénine résout tous les problèmes du régime prolétarien et du programme de la révolution. « Il ne suffit pas de prendre simplement possession de l'appareil d'Etat », disent Marx et Engels commentant le *Manifeste* à de nombreuses années de distance, après l'expérience de la Commune de Paris. L'économie capitaliste doit évoluer lentement vers le socialisme, tandis que l'on prépare légalement le pouvoir ouvrier, concluent arbitrairement les opportunistes, par un « tour de passe-passe » théorique qui restera classique. Lénine, au contraire, explique : il faut « non seulement » s'emparer du vieil appareil d'Etat, mais le mettre en pièces et instaurer à sa place la dictature du prolétariat. Pas plus qu'elle ne s'instaure par les voies démocratiques, celle-ci ne se fonde sur les « principes », immortels pour le philistin, de la démocratie. Elle exclut les membres de la bourgeoisie vaincue de la nouvelle liberté, de la nouvelle égalité politique et, comme Lénine lui-même se plaisait à le dire en donnant au mot un sens plus étymologique qu'historique, de la nouvelle « démocratie » prolétarienne. Dans des propositions d'une évidence limpide et d'une magnifique cohérence théorique, Lénine a montré que c'est là le seul fondement réaliste de la liberté de vivre et de gouverner pour la classe ouvrière. Pleure qui veut la suppression de la liberté d'association et de presse pour les agents, inconscients ou stipendiés, d'une restauration anti-prolétarienne : dans la polémique, après Lénine, il est définitivement écrasé ; et dans la pratique, il y aura toujours, espérons-le, assez de plomb révolutionnaire pour remédier à son peu de sensibilité aux arguments théoriques.

En ce qui concerne les tâches économiques du nouveau régime, Lénine explique — non seulement

LÉNINE

pour la Russie, mais de façon générale — à la fois leur caractère nécessairement graduel, et la véritable nature de leur opposition avec le système d'économie privée bourgeoise dans le domaine de la production, de la distribution, et de toutes les activités collectives.

Ici aussi, on retrouve le même lien lumineux, rectiligne, avec les sources les plus authentiques de la doctrine marxiste : avec les réponses de Marx aux mille confusions et banalités des adversaires bourgeois, comme des disciples de Proudhon, de Bakounine, de Lassalle ; avec la meilleure polémique de la gauche marxiste contre le syndicalisme sorélien. Après la conquête du pouvoir, il y aura encore une bourgeoisie qu'il faudra réprimer par la dictature, il y aura encore des éléments récalcitrants du prolétariat et surtout du semi-prolétariat qu'il faudra plier par la discipline légale, il y aura l'intervention « despotique » (Marx) dans l'économie au moyen des décrets pris par le nouveau pouvoir ; or on affirme en même temps que celui-ci devra « attendre » pour supprimer certaines formes capitalistes dans des secteurs donnés de l'économie. Cette contradiction apparente est résolue d'une façon logique, exhaustive, magnifique, dans l'élaboration d'un programme révolutionnaire qui ne craint pas la réalité : parce qu'il ne craint pas d'adhérer à la réalité ; parce qu'il ne craint pas non plus de la saisir à bras le corps et de réduire en poussière tout ce pour quoi, dans la réalité, l'heure a sonné de rejoindre les choses mortes, les formes mortes, dans le processus impla-

cable de l'évolution et des révolutions.

Lénine définit le rôle du parti politique de classe, marxiste et centralisé, presque militarisé dans la discipline des moments suprêmes du combat, en tant que facteur nécessaire de toute cette lutte rénovatrice, contre les déviations labouristes et syndicalistes, et réplique aux opportunistes que la « politique » de la classe révolutionnaire n'est pas vile manœuvre parlementaire, mais stratégie de guerre civile, mobilisation pour l'insurrection finale, préparation à la gestion du nouvel ordre social.

Et après les efforts, les douleurs de l'enfantement du nouveau régime prévues dans le passage classique d'Engels, après les sacrifices nécessaires qui sont la règle pour les troupes d'avant-garde, on arrive à la société sans Etat et sans contraintes, à l'économie fondée sur la satisfaction maxima des besoins de chacun, à la complète liberté de l'homme, non en tant qu'individu, mais en tant qu'espèce vivante dans une société régie par la solidarité et maîtrisant totalement, rationnellement, les forces et les ressources de la nature. Cete prévision qui couronne le magistral édifice est une certitude scientifique, et non le produit des impatiences mystiques de penseurs impuissants.

A Lénine, nous devons donc la restauration non seulement de notre critique du monde en général et du régime bourgeois en particulier, mais de notre « programme » : l'ensemble constitue l'élaboration théorique achevée de l'idéologie propre au prolétariat moderne.

Le soi-disant opportunisme tactique de Lénine

(...) Beaucoup de gens veulent faire croire que ce qui caractérise Lénine, c'est de toujours laisser en blanc la page où il faut écrire la tâche tactique du jour, en excluant toute généralisation. C'est en cela que consisterait le prétendu réalisme « vraiment marxiste ». On voit ainsi apparaître un « vrai marxisme », qui demain pourrait bien ressembler au « socialisme vrai » fustigé par Karl Marx. Tout ce que nous savons de Lénine et de son œuvre, qui constitue une synthèse colossale, nous autorise à repousser cette falsification qui le ravalerait au niveau de l'opportunisme vulgaire contre lequel il a précisément passé sa vie à lutter. La méthode tactique marxiste doit être exempte de préjugés provenant d'idéologies arbitraires et d'attitudes psychologiques introduites en contrebande ; elle doit se réclamer de la réalité et de l'expérience : mais cela ne veut nullement dire

qu'elle doive se réduire à cet « éclectisme » borné et impuissant, autrefois fustigé par le bolchévisme russe, qui dissimule la lâcheté petite-bourgeoise des faux révolutionnaires. Notre réalisme et notre expérimentalisme repoussent toute abstraction idéologique gratuite, mais ils tendent, dans l'élaboration de la conscience du mouvement, à fonder la pratique quotidienne sur une base rigoureusement scientifique, à lui donner une orientation unitaire et synthétique, et non capricieuse et arbitraire.

Chez Lénine, nous l'affirmons, l'appréciation tactique est aussi libre de préjugés qu'on voudra, au sens où il était moins que personne homme à se laisser guider par de soudaines impulsions sentimentales ou par des entêtements formalistes : jamais elle n'abandonna la plate-forme révolutionnaire, c'est-à-dire que jamais elle ne cessa d'être *coor-*

donnée au but suprême et intégral de la révolution universelle. Et c'est cette coordination qui doit être précisée et éclaircie dans les discussions tactiques de l'Internationale, car si Lénine lui a donné une méthode et même, indéfiniment, a formulé certains résultats, il n'a pas pu nous laisser une élaboration complète de la tactique, pour la bonne raison que jusqu'à aujourd'hui ce n'était pas historiquement possible. En continuant son œuvre, l'Internationale doit prendre bien garde que la thèse de la liberté tactique maxima n'en vienne à dissimuler une désertion et un abandon de la « plate-forme » de Lénine, c'est-à-dire l'oubli des buts révolutionnaires. Une fois ces buts perdus de vue, ce serait tomber dans un pur volontarisme anti-réaliste que d'abandonner les décisions tactiques à la simple signature, pour ainsi dire, d'une ou de plusieurs personnes, au lieu de les fonder sur un ensemble synthétique de directives. Cela ôterait sa base à la discipline unitaire, au sens vraiment fécond de ce terme, de notre organisation. Et je n'en dirais pas plus sur ce point.

A ceux qui voudraient trop souligner chez Lénine le tacticien « sans règles fixes », nous opposerons toujours l'unité qui relie tous les aspects de son œuvre politique. Les yeux fixés sur le but révolutionnaire final, Lénine est celui qui ne craint pas, aux époques de préparation, de se faire traiter de briseur d'unité, de centralisateur, d'autocrate, et d'être accusé de dévorer ses maîtres et ses amis. Il est celui qui apporte impitoyablement la clarté et la précision quand il s'agit de briser les fausses unanimités, les alliances postiches. Il est l'homme qui sait temporiser quand il le faut, mais aussi formidablement oser à certains moments. En octobre 1917, alors que le Comité Central du parti lui-même hésite, il le harcèle de messages pressants, puis court en personne à Pétrograd, exhorte les ouvriers à prendre les armes, passe sur toutes les incertitudes. Un bourgeois, qui a entendu ses discours, raconte : « On m'avait parlé de son langage froid, réaliste, pratique ; je n'ai entendu qu'une série de brûlants appels à la lutte : « Prenez le pouvoir ! Renversez la bourgeoisie ! Chassez le gouvernement ! ».

Or le Lénine des appréciations tactiques pondérées est précisément l'homme qui a en lui, en puissance, ces capacités d'audace révolutionnaire. Beaucoup de marmottes voudraient bien se parer de la peau de ce lion. C'est pourquoi nous dirons à tous ceux qui parlent d'habileté et de souplesse tactiques en invoquant Lénine, mais dont les capacités révolutionnaires nous inspirent des doutes justifiés : Faites-en autant ! Prouvez que vous avez dans le sang l'exigence vitale de la victoire révolutionnaire qui, au moment suprême, est faite d'élan irrésistible et de coups portés à fond ! Et seulement alors vous aurez le droit de parler en son nom !

Ce que Lénine symbolise à jamais, ce n'est pas la pratique improvisée de l'opportunisme, mais l'unité inébranlable de la force et de la théorie de la révolution.

Vient de paraître :

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
 - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
 - La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou, 1922).
 - Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
 - Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
 - Thèses caractéristiques du parti (1951).
 - Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
 - Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
 - Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).
- Prix 15 F. Commandes au « Prolétaire ».

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les N.M.P.P.

La courroie de transmission

« L'entreprise est le microcosme d'un Etat. Tout y figure : pouvoir de décision, citoyens et aussi corps intermédiaires. Ces derniers, courroies de transmission, sont les syndicats qui doivent être à la fois forts, responsables et diversifiés », écrivait dans son éditorial la revue *Entreprise* du 22-28/11/73, confirmant ainsi le point d'aboutissement catastrophique et depuis longtemps atteint déjà dans les métropoles impérialistes d'une tendance propre à l'impérialisme, combatue par les communistes, mais qui a pu s'imposer grâce à la contre-révolution : la bourgeoisie a réussi à transformer les syndicats, d'organes de la lutte ouvrière qu'ils étaient à l'origine, en amortisseurs de cette lutte.

C'est ce processus qu'ont non seulement permis mais appelé de leurs vœux les directions opportunistes. Voilà comment André Argellon, secrétaire national de la Fédération de cheminots CGT, décrit avec le cynisme d'un bureaucrate stipendié les fonctions qui lui sont assignées par le capital, dans une interview à la revue *Les Informations* du 7-1-74 :

« Quand j'étais à St-Lazare, la CGT était encore dans le ghetto. Les seuls contacts avec la direction étaient conflictuels, les seuls arguments, c'était l'action. Depuis 1968, il a bien fallu compter avec nous : aujourd'hui nous sommes au conseil d'administration de la SNCF, et quand ça commence à chauffer, la direction nous convoque. Cela modère forcément le type de relations. Maintenant, quand on est autour d'une table ensemble, ça ne sert à rien de s'engueuler. Il faut savoir discuter ! Du coup, je me suis un peu transformé en négociateur... »

Mais si la dynamique de l'impérialisme implique la tendance à cet assujettissement toujours plus grand, elle implique aussi l'accumulation d'antagonismes qui doivent entraîner le déclenchement de crises ainsi que l'explosion généralisée de la lutte de classe, et avec elles la tendance à la renaissance d'organisations économiques de classe. Et alors, gare aux maîtres et à leurs laquais !